



Banque mondiale et FMI: 76 ans, ça suffit!

Par [Eric Toussaint](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2020

[CADTM](#) 13 juillet 2020

Il y a 76 ans en juillet 1944 à Bretton Woods aux États-Unis était fondée la Banque mondiale en même temps que le FMI. Il est important de revenir sur le bilan de cette institution éminemment politique qui depuis son origine jusqu'à aujourd'hui est dirigée par un homme de nationalité étatsunienne désigné par l'occupant de la Maison blanche. Il est fondamental de mettre en avant une alternative à la politique d'une institution qui n'a jamais respecté les intérêts et les droits des peuples.

Le coup d'État permanent de la Banque mondiale

La liste des gouvernements issus de coups d'État militaires et soutenus par la Banque mondiale est impressionnante.

Parmi les exemples les plus connus, citons la dictature du Shah d'Iran après le renversement du Premier ministre Mossadegh en 1953, la dictature militaire au Guatemala mise en place par les États-Unis après le renversement en 1954 du gouvernement progressiste du président démocratiquement élu Jacobo Arbenz, celle des Duvalier en Haïti à partir de 1957, la dictature du général Park Chung Hee en Corée du Sud à partir de 1961, la dictature des généraux brésiliens à partir de 1964, celle de Mobutu au Congo et de Suharto en Indonésie à partir de 1965, celle des militaires en Thaïlande à partir de 1966, celle de Idi Amin Dada en Ouganda et du général Hugo Banzer en Bolivie en 1971, celle de Ferdinand Marcos aux Philippines à partir de 1972, celle d'Augusto Pinochet au Chili, celle des généraux uruguayens et celle de Habyarimana au Rwanda à partir de 1973, la junte militaire argentine à partir de 1976, le régime d'Arap Moi au Kenya à partir de 1978, la dictature au Pakistan à partir de 1978, le coup d'État de Saddam Hussein en 1979 et la dictature militaire turque à partir de 1980. Celle de Ben Ali en Tunisie de 1987 à 2011. Celle de Moubarak en Égypte de 1981 à 2011.

Parmi les autres dictatures soutenues par la Banque mondiale, notons encore celle des Somoza au Nicaragua jusque son renversement en 1979 et celle de Ceausescu en Roumanie.

La Banque mondiale considère que le respect des droits humains (expression que nous préférons à « droits de l'Homme ») ne fait pas partie de sa mission.

Certaines sont encore en place aujourd'hui : la dictature de Idriss Déby au Tchad, celle de Sissi en Égypte, et tant d'autres...

Il faut aussi rappeler le soutien aux dictatures en Europe : le général Franco en Espagne, le général Salazar au Portugal.

Très clairement, la Banque mondiale a soutenu méthodiquement des régimes despotiques issus ou non de coups de force, menant une politique antisociale et commettant des crimes contre l'humanité. La Banque a fait preuve d'un manque total de respect pour les normes constitutionnelles de certains de ses pays membres. Elle n'a jamais hésité à soutenir des militaires putschistes et criminels économiquement dociles face à des gouvernements démocratiques. Et pour cause : la Banque mondiale considère que le respect des droits humains (expression que nous préférons à « droits de l'Homme ») ne fait pas partie de sa mission.

Le soutien apporté par la Banque mondiale au régime de l'*apartheid* en Afrique du Sud de 1951 jusqu'en 1968 ne doit pas disparaître de la mémoire. La Banque mondiale a explicitement refusé d'appliquer une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, adoptée en 1964, qui enjoignait à toutes les agences de l'ONU de cesser leur soutien financier à l'Afrique du Sud car elle violait la Charte des Nations unies. Ce soutien et la violation du droit international qu'il implique ne doivent pas rester impunis.

Enfin, comme ce livre le révèle, la Banque mondiale a, au cours des années 1950 et 1960, systématiquement octroyé des prêts aux puissances coloniales et à leurs colonies pour des projets qui permettaient d'augmenter l'exploitation des ressources naturelles et des peuples au profit des classes dirigeantes des métropoles. C'est dans ce contexte que la Banque mondiale a refusé d'appliquer une résolution des Nations unies adoptée en 1965 l'appelant à ne pas soutenir financièrement et techniquement le Portugal tant que celui-ci ne renonçait pas à sa politique coloniale [1].

Les dettes contractées auprès de la Banque mondiale sur décision du pouvoir colonial par les colonies de la Belgique, de l'Angleterre et de la France ont été imposées ensuite aux nouveaux pays au moment de leur accession à l'indépendance.

Le soutien de la Banque mondiale à des régimes dictatoriaux s'exprime par l'octroi d'un appui financier ainsi que par une assistance tant technique qu'économique. Cet appui financier et cette assistance ont aidé ces régimes dictatoriaux à se maintenir au pouvoir pour perpétrer leurs crimes. La Banque mondiale a également contribué à ce que ces régimes ne soient pas isolés sur la scène internationale car ces prêts et cette assistance technique ont toujours facilité les relations avec les banques privées et les entreprises transnationales. Le modèle néolibéral s'est progressivement imposé au monde à partir de la dictature d'Augusto Pinochet en 1973 au Chili et de Ferdinand Marcos aux Philippines en 1972. Ces deux régimes ont été activement soutenus par la Banque mondiale. Lorsque de tels régimes dictatoriaux prenaient fin, la Banque mondiale a systématiquement exigé des régimes démocratiques qui leur succédaient qu'ils assument les dettes contractées par leur prédécesseur. Bref, l'aide financière complice de la Banque aux dictatures s'est transformée en fardeau pour les peuples. Ceux-ci doivent aujourd'hui rembourser les armes achetées par les dictateurs pour les opprimer.

Le soutien de la Banque mondiale à des régimes dictatoriaux s'exprime par l'octroi d'un appui financier ainsi que par une assistance tant technique qu'économique

Dans les années 1980 et dans les années 1990, un grand nombre de dictatures se sont effondrées, certaines sous les coups de boutoir de puissants mouvements démocratiques. Les régimes qui leur ont succédé ont généralement accepté les politiques recommandées ou imposées par la Banque mondiale et le FMI et ont poursuivi le remboursement d'une dette pourtant odieuse. Le modèle néolibéral, après avoir été imposé à l'aide de dictatures,

a été maintenu grâce au joug de la dette et de l'ajustement structurel permanent. En effet, depuis le renversement ou l'écroulement des dictatures, les gouvernements démocratiques ont poursuivi l'application de politiques qui constituent une rupture avec les tentatives de mettre en œuvre un modèle de développement partiellement autonome. La nouvelle phase de la mondialisation commencée dans les années 1980 au moment de l'explosion de la crise de la dette implique en général une subordination accrue des pays en développement (les pays de la Périphérie) par rapport aux pays les plus industrialisés (les pays du Centre).

L'agenda caché du consensus de Washington

Depuis le démarrage des activités de la Banque mondiale et du FMI, un mécanisme à la fois simple à comprendre et complexe à instaurer a permis de soumettre les principales décisions de la Banque et du Fonds aux orientations du gouvernement des États-Unis. Quelquefois, certains gouvernements européens (Grande-Bretagne, France, Allemagne en particulier) et celui du Japon ont eu voix au chapitre mais les cas sont rares. Des frictions naissent parfois entre la Maison Blanche et la direction de la Banque mondiale et du FMI, mais une analyse rigoureuse de l'histoire depuis la fin de la seconde guerre mondiale montre que jusqu'ici, c'est bel et bien le gouvernement des États-Unis qui a toujours eu le dernier mot dans les domaines qui l'intéressaient directement.

Fondamentalement, l'agenda caché du Consensus de Washington, c'est une politique visant à la fois à garantir le maintien du *leadership* des États-Unis à l'échelle mondiale et à débarrasser le capitalisme des limites qui lui avaient été imposées dans l'après Seconde Guerre mondiale. Ces limites étaient le résultat combiné de puissantes mobilisations sociales tant au Sud qu'au Nord, d'un début d'émancipation de certains peuples colonisés et de tentatives de sortie du capitalisme. Le Consensus de Washington, c'est aussi l'intensification du modèle productiviste.

L'agenda caché, celui qui est appliqué en réalité, vise la soumission des sphères publique et privée de toutes les sociétés humaines à la logique de la recherche du profit maximum dans le cadre du capitalisme. La mise en pratique de cet agenda caché implique la reproduction de la pauvreté (non sa réduction) et l'augmentation des inégalités

Au cours des dernières décennies, dans le cadre de ce Consensus, la Banque mondiale et le FMI ont renforcé leurs moyens de pression sur un grand nombre de pays en profitant de la situation créée par la crise de la dette. La Banque mondiale a développé ses filiales (Société financière internationale - SFI, Agence multilatérale de garantie des investissements - AMGI, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - CIRDI) de manière à tisser une toile dont les mailles sont de plus en plus serrées.

Par exemple, la Banque mondiale octroie un prêt à condition que le système de distribution et d'assainissement de l'eau soit privatisé. En conséquence, l'entreprise publique est vendue à un consortium privé dans lequel on retrouve comme par hasard la SFI, filiale de la Banque mondiale.

Quand la population affectée par la privatisation se révolte contre l'augmentation brutale des tarifs et la baisse de la qualité des services et que les autorités publiques se retournent contre l'entreprise transnationale prédatrice, la gestion du litige est confiée au CIRDI, à la fois juge et partie.

On en arrive à une situation où le Groupe Banque mondiale est présent à tous les niveaux :

1. imposition et financement de la privatisation (Banque mondiale) ;
2. investissement dans l'entreprise privatisée (SFI) ;
3. garantie de cette entreprise (AMGI) ;
4. jugement en cas de litige (CIRDI).

C'est précisément ce qui s'est passé à El Alto, en Bolivie, en 2004-2005.

La collaboration entre la Banque mondiale et le FMI est aussi fondamentale afin d'exercer la pression maximale sur les pouvoirs publics. Et pour parfaire la mise sous tutelle de la sphère publique et des autorités, pour pousser plus avant la généralisation du modèle, la collaboration du duo Banque mondiale/FMI s'étend à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis sa naissance en 1995.

Cette collaboration de plus en plus étroite entre la Banque, le FMI et l'OMC fait partie de l'agenda du Consensus de Washington.

Une différence fondamentale sépare l'agenda proclamé du Consensus de Washington de sa version cachée.

L'agenda proclamé vise à réduire la pauvreté par la croissance, le libre jeu des forces du marché, le libre-échange et l'intervention la plus légère possible des pouvoirs publics.

L'agenda caché, celui qui est appliqué en réalité, vise la soumission des sphères publique et privée de toutes les sociétés humaines à la logique de la recherche du profit maximum dans le cadre du capitalisme. La mise en pratique de cet agenda caché implique la reproduction de la pauvreté (non sa réduction) et l'augmentation des inégalités. Elle implique une stagnation voire une dégradation des conditions de vie d'une grande majorité de la population mondiale, combinée à une concentration de plus en plus forte de la richesse. Elle implique également une poursuite de la dégradation des équilibres écologiques qui met en danger l'avenir même de l'humanité.

Un des nombreux paradoxes de l'agenda caché, c'est qu'au nom de la fin de la dictature de l'État et de la libération des forces du marché, les gouvernements alliés aux transnationales utilisent l'action *coercitive* d'institutions *publiques* multilatérales (Banque mondiale-FMI-OMC) pour imposer leur modèle aux peuples.

La rupture comme issue

C'est pour ces raisons qu'il faut rompre radicalement avec le Consensus de Washington, avec le modèle appliqué par la Banque mondiale.

Le Consensus de Washington ne doit pas être compris comme un mécanisme de pouvoir et un projet qui se limitent au gouvernement de Washington flanqué de son trio infernal. La Commission européenne, la plupart des gouvernements européens, le gouvernement japonais adhèrent au Consensus de Washington et l'ont traduit dans leurs propres langues, projets constitutionnels et programmes politiques.

La rupture avec le Consensus de Washington, si elle se limite à la fin du *leadership* des États-Unis relayé par le trio Banque mondiale - FMI - OMC, ne constitue pas une alternative car les autres grandes puissances sont prêtes à prendre le relais des États-Unis pour

poursuivre des objectifs assez semblables. Imaginons un moment que l'Union européenne supplante les États-Unis au niveau du *leadership* mondial, cela n'améliorera pas fondamentalement la situation des peuples de la planète car cela constitue juste le remplacement d'un bloc capitaliste du Nord (un des pôles de la Triade) par un autre. Imaginons une autre possibilité : le renforcement du bloc Chine - Brésil - Inde - Afrique du Sud - Russie qui supplanterait les pays de la Triade. Si ce bloc est mû par la logique actuelle des gouvernements en place et par le système économique qui les régit, il n'y aura pas non plus de véritable amélioration.

Il faut remplacer le consensus de Washington par un consensus des peuples fondé sur le rejet du capitalisme.

Il faut remplacer le consensus de Washington par un consensus des peuples fondé sur le rejet du capitalisme

Il faut mettre radicalement en cause le concept de développement étroitement lié au modèle productiviste. Ce modèle de développement exclut la protection des cultures et de leur diversité ; il épuise les ressources naturelles et dégrade de manière irrémédiable l'environnement. Ce modèle considère la promotion des droits humains au mieux comme un objectif à atteindre à long terme (or, à long terme, nous serons tous morts) ; le plus souvent, la promotion des droits humains est perçue comme un obstacle à la croissance ; le modèle considère l'égalité comme un obstacle, voire un danger.

Briser la spirale infernale de l'endettement

L'amélioration des conditions de vie des peuples par l'endettement public est un échec. La Banque mondiale prétend que pour se développer, les pays en développement [2] doivent recourir à l'endettement extérieur et attirer des investissements étrangers. Cet endettement sert principalement à acheter des équipements et des biens de consommation aux pays les plus industrialisés. Les faits démontrent jour après jour, depuis des décennies, que cela ne conduit pas au développement.

Ce sont les pays en développement qui fournissent des capitaux aux pays les plus industrialisés, à l'économie des États-Unis en particulier. La Banque mondiale ne disait pas autre chose dans un rapport publié en 2003 : Les pays en développement pris ensemble sont des prêteurs nets à l'égard des pays développés

Selon la théorie économique dominante, le développement du Sud est retardé à cause d'une insuffisance de capitaux domestiques (insuffisance de l'épargne locale). Toujours selon la théorie économique dominante, les pays qui souhaitent entreprendre ou accélérer leur développement doivent faire appel aux capitaux extérieurs en utilisant trois voies : *primo*, s'endetter à l'extérieur ; *secundo*, attirer les investissements étrangers ; *tertio*, augmenter les exportations pour se procurer les devises nécessaires à l'achat de biens étrangers permettant de poursuivre leur croissance. Pour les pays les plus pauvres, il s'agit aussi d'attirer des dons en se comportant en bons élèves des pays développés.

La réalité contredit cette théorie : ce sont les pays en développement qui fournissent des capitaux aux pays les plus industrialisés, à l'économie des États-Unis en particulier. La Banque mondiale ne disait pas autre chose dans un rapport publié en 2003 : « Les pays en développement pris ensemble sont des prêteurs nets à l'égard des pays développés » [3].

Si des mouvements populaires accédaient au gouvernement dans plusieurs PED et mettaient en place leur propre banque de développement et leur propre fonds monétaire international, ils seraient parfaitement en mesure de se passer de la Banque mondiale, du FMI et des institutions financières privées des pays les plus industrialisés.

Il n'est pas vrai que les PED doivent recourir à l'endettement pour financer leur développement. De nos jours, le recours à l'emprunt sert essentiellement à assurer la poursuite des remboursements. Malgré l'existence d'importantes réserves de change, les gouvernements et les classes dominantes locales du Sud n'augmentent pas l'investissement et les dépenses sociales.

Il faut rompre avec la vision dominante qui voit dans l'endettement une nécessité absolue.

De plus, il ne faut pas hésiter à abolir ou répudier des dettes odieuses ou illégitimes.

Abolir les dettes odieuses

Selon la doctrine juridique de la dette odieuse théorisée par Alexander Sack en 1927 (Sack, 1927), une dette est « odieuse » lorsque deux conditions essentielles sont réunies :

1. l'absence de bénéfice pour la population : la dette a été contractée non dans l'intérêt du peuple et de l'État mais contre son intérêt et/ou dans l'intérêt personnel des dirigeants et des personnes proches du pouvoir
2. la complicité des prêteurs : les créanciers savaient (ou étaient en mesure de savoir) que les fonds prêtés ne profiteraient pas à la population.

Cette doctrine qui a été appliquée à plusieurs reprises dans l'histoire par différents gouvernements est également utile pour dénoncer comme odieuses les dettes réclamées par la Banque mondiale et le FMI aux pays du Sud

Selon cette doctrine, la nature despotique ou démocratique d'un régime n'entre pas en ligne de compte.

Le père de la doctrine de la dette odieuse, Alexander Sack dit très clairement que des dettes odieuses peuvent être attribuées à un gouvernement régulier. Selon Sack « *une dette régulièrement contractée par un gouvernement régulier (peut) être considérée comme incontestablement odieuse, ...* ». Sack définit un gouvernement régulier de la manière suivante : « *On doit considérer comme gouvernement régulier le pouvoir suprême qui existe effectivement dans les limites d'un territoire déterminé. Que ce pouvoir soit monarchique (absolu ou limité) ou républicain ; qu'il procède de la « grâce de Dieu » ou de la « volonté du peuple » ; qu'il exprime la « volonté du peuple » ou non, du peuple entier ou seulement d'une partie de celui-ci ; qu'il ait été établi légalement ou non, etc., tout cela n'a pas d'importance pour le problème qui nous occupe.* ». Je souligne (ÉT). Source : *Les effets des transformations des États sur leurs dettes publiques et autres obligations financières : traité juridique et financier*, Recueil Sirey, Paris, 1927. Voir le document presque complet en téléchargement libre sur le site du CADTM

Sack écrit qu'une dette peut être caractérisée comme odieuse si : « *a) les besoins, en vue desquels l'ancien gouvernement avait contracté la dette en question, étaient 'odieux' et franchement contraires aux intérêts de la population de tout ou partie de l'ancien territoire, et b) les créanciers, au moment de l'émission de l'emprunt, avaient été au courant de sa*

destination odieuse. »

Il poursuit : « *Ces deux points établis, c'est aux créanciers que reviendrait la charge de prouver que les fonds produits par lesdits emprunts avaient été en fait utilisés non pour des besoins odieux, nuisibles à la population de tout ou partie de l'État, mais pour des besoins généraux ou spéciaux de cet État, qui n'offrent pas un caractère odieux* » (voir <https://www.cadtm.org/La-dette-odieuse-selon-Alexandre-Sack-et-selon-le-CADTM>)

Cette doctrine qui a été appliquée à plusieurs reprises dans l'histoire par différents gouvernements est également utile pour dénoncer comme odieuses les dettes réclamées par la Banque mondiale et le FMI aux pays du Sud.

Recourir à des emprunts légitimes et financer l'État par des impôts juste socialement

Ceci étant dit, l'endettement public n'est pas une mauvaise chose en soi s'il est conçu d'une manière radicalement différente du système actuel.

L'emprunt public est tout à fait légitime s'il sert des projets légitimes et si ceux qui contribuent à l'emprunt le font de manière légitime.

L'emprunt public est tout à fait légitime s'il sert des projets légitimes et si ceux qui contribuent à l'emprunt le font de manière légitime

La dette publique pourrait être utilisée pour financer d'ambitieux programmes de transition écologique plutôt que pour appliquer des politiques antisociales, extractivistes et productivistes qui favorisent la concurrence entre les nations.

En effet, les autorités publiques peuvent utiliser des prêts, par exemple, pour :

- financer la fermeture complète des centrales thermiques et nucléaires ;
- remplacer les énergies fossiles par des sources d'énergie renouvelables respectueuses de l'environnement ;
- financer une conversion des méthodes agricoles actuelles (qui contribuent au changement climatique et utilisent beaucoup d'intrants chimiques responsables de la diminution de la biodiversité) en favorisant la production locale d'aliments biologiques pour rendre l'agriculture compatible avec notre lutte contre le changement climatique ;
- réduire radicalement les transports aériens et routiers et développer les transports collectifs et l'utilisation du chemin de fer ;
- financer un programme ambitieux de logements sociaux à faible consommation d'énergie.

Un gouvernement populaire n'hésitera pas à forcer les entreprises (nationales, étrangères ou multinationales) ainsi que les ménages plus riches à contribuer à l'emprunt sans en tirer aucun profit, c'est-à-dire avec un intérêt nul et sans compensation en cas d'inflation.

Dans le même temps, les ménages des classes populaires qui ont une épargne seront invités à confier celle-ci aux pouvoirs publics pour financer les projets légitimes mentionnés ci-dessus. Ce financement volontaire par les classes populaires serait rémunéré à un taux réel positif, par exemple 4%. Cela signifie que si l'inflation annuelle atteignait 3 %, les autorités publiques paieraient un taux d'intérêt nominal de 7 %, pour garantir un taux réel de 4 %.

Un tel mécanisme serait parfaitement légitime car il permettrait de financer des projets réellement utiles à la société et parce qu'il contribuerait à réduire la richesse des riches tout en augmentant les revenus des classes populaires.

Il y a également d'autres mesures qui doivent permettre de financer de manière légitime le budget de l'État : établir un impôt sur les grosses fortunes et les très hauts revenus, prélever des amendes sur les entreprises responsables de la grande fraude fiscale, réduire radicalement les dépenses militaires, mettre fin aux subsides aux banques et à des grandes entreprises, augmenter les impôts sur les entreprises étrangères notamment dans le secteur des matières premières...

Les peuples se libéreront eux-mêmes

Aujourd'hui, en 2020, à part celui de Cuba, aucun gouvernement ne parle d'un changement profond des règles du jeu en faveur des peuples. C'est que les gouvernements de Chine, de Russie et des principaux PED (Inde, Brésil, Nigeria, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud, Mexique, Algérie, Afrique du Sud...) n'expriment aucune intention de changer dans la pratique la situation mondiale au bénéfice des peuples.

Tôt au tard, les peuples se libéreront de l'esclavage de la dette et de l'oppression exercée par les classes dominantes au Nord et au Sud. Ils obtiendront par leur lutte la mise en place de politiques qui redistribuent les richesses et qui mettent fin au modèle productiviste destructeur de la nature

Et pourtant, sur le plan politique, s'ils le voulaient, les gouvernements des principaux PED pourraient constituer un puissant mouvement capable d'imposer des réformes démocratiques fondamentales de tout le système multilatéral. Ils pourraient adopter une politique radicale : répudier la dette et appliquer un ensemble de politiques rompant avec le néolibéralisme.

Je suis persuadé que cela ne se matérialisera pas : le scénario radical ne sera pas mis en œuvre à court terme. L'écrasante majorité des dirigeants actuels des PED sont totalement englués dans le modèle néolibéral. Dans la plupart des cas, ils sont tout à fait attachés aux intérêts des classes dominantes locales qui n'ont aucune perspective d'éloignement réel (sans même parler de rupture) par rapport aux politiques suivies par les grandes puissances industrielles, dont aujourd'hui la Chine fait partie. Les capitalistes du Sud se cantonnent dans un comportement de rentiers et quand ce n'est pas le cas, ils cherchent tout au plus à gagner des parts de marché. C'est le cas des capitalistes brésiliens, sud-coréens, chinois, russes, sud-africains, indiens... qui demandent à leurs gouvernements d'obtenir des pays les plus industrialisés telle ou telle concession dans le cadre des négociations commerciales bilatérales ou multilatérales. De plus, les concurrences et les conflits entre gouvernements des PED, entre capitalistes du Sud, sont réels et peuvent s'exacerber. L'agressivité commerciale des capitalistes de Chine, de Russie, du Brésil à l'égard de leurs concurrents du Sud provoque des divisions tenaces. Généralement, ils s'entendent (entre eux et entre le Sud et le Nord) pour imposer aux travailleurs de leur pays une détérioration des conditions de travail sous prétexte d'augmenter au maximum leur compétitivité.

Mais tôt au tard, les peuples se libéreront de l'esclavage de la dette et de l'oppression exercée par les classes dominantes au Nord et au Sud. Ils obtiendront par leur lutte la mise en place de politiques qui redistribuent les richesses et qui mettent fin au modèle productiviste destructeur de la nature. Les pouvoirs publics seront alors contraints de

donner la priorité absolue à la satisfaction des droits humains fondamentaux.

Sortir du cycle infernal de l'endettement sans tomber dans une politique de charité

Pour cela, une démarche alternative est requise : il faut sortir du cycle infernal de l'endettement sans tomber dans une politique de charité qui vise à perpétuer un système mondial dominé entièrement par le capital et par quelques grandes puissances et les sociétés transnationales. Il s'agit de mettre en place un système international de redistribution des revenus et des richesses afin de réparer le pillage multiséculaire auquel les peuples dominés de la périphérie ont été et sont encore soumis. Ces réparations sous forme de dons ne donnent aucun droit d'immixtion des pays les plus industrialisés dans les affaires des peuples dédommagés. Au Sud, il s'agit d'inventer des mécanismes de décision sur la destination des fonds et de contrôle sur leur utilisation aux mains des populations concernées et des autorités publiques concernées. Cela ouvre un vaste champ de réflexion et d'expérimentation.

La mobilisation d'agriculteurs et de pêcheurs du Gujarat (ouest de l'Inde), victimes des effets environnementaux et sociaux d'une centrale à charbon financée par la Société financière internationale (SFI), qui est chargée au sein du Groupe Banque mondiale du financement d'entreprises privées, a entraîné un jugement important de la Cour suprême des États-Unis, le 27 février 2019. Les juges ont décidé que la Société financière internationale (SFI) ne pouvait se prévaloir de l'immunité des organisations internationales lorsqu'elles financent des activités commerciales. Cela montre que l'action populaire peut donner des résultats.

Abolir la Banque mondiale ainsi que le FMI et les remplacer par d'autres institutions multilatérales

Il faut aller plus loin et abolir la Banque mondiale et le FMI pour les remplacer par d'autres institutions mondiales caractérisées par un fonctionnement démocratique. La nouvelle Banque mondiale et le nouveau Fonds monétaire international, quelle que soit leur nouvelle appellation, doivent avoir des missions radicalement différentes de leurs prédécesseurs : elles doivent garantir la satisfaction des traités internationaux sur les droits humains (politiques, civils, sociaux, économiques et culturels) dans le domaine du crédit international et des relations monétaires internationales. Ces nouvelles institutions mondiales doivent faire partie d'un système institutionnel mondial chapeauté par une Organisation des Nations unies radicalement réformée. Il est essentiel et prioritaire que les pays en développement s'associent pour constituer le plus tôt possible des entités régionales dotées d'une Banque commune et d'un Fonds monétaire commun. Lors de la crise du Sud-est asiatique et de la Corée de 1997-1998, la constitution d'un Fonds monétaire asiatique avait été envisagée par les pays concernés. La discussion avait avorté suite à l'intervention de Washington. Le manque de volonté des gouvernements avait fait le reste. En Amérique du Sud, sous l'impulsion du gouvernement d'Hugo Chavez, les fondements d'une Banque du Sud ont été mis en place en 2008 mais finalement cela n'a pas abouti. En 2007-2009, le gouvernement équatorien a affronté ses créanciers et a obtenu une victoire mais les autres gouvernements de gauche de la région n'ont pas suivi.

Avec l'épidémie Covid-19 on se rend compte que la Banque mondiale et le FMI ont contribué à dégrader les systèmes de santé

En 2020, la crise sanitaire mondiale provoquée par le coronavirus a montré à quel point les

politiques dictées par le duo Banque mondiale / FMI et appliquées par les gouvernements ont dégradé les services publics de santé et ont permis à l'épidémie de faire des ravages. Si, tournant le dos au Consensus de Washington et au néolibéralisme, les gouvernements avaient renforcé les instruments essentiels d'une bonne politique de santé publique aux niveaux du personnel employé, des infrastructures, des stocks de médicaments, des équipements, de la recherche, de la production de médicaments et de traitements, de la couverture de santé dont bénéficie la population, la crise du coronavirus n'aurait pas atteint de telles proportions.

Si les gouvernements avaient rompu avec la logique austéritaire de la Banque mondiale et du FMI, une augmentation radicale des dépenses de santé publique aurait eu également des effets bénéfiques très importants pour combattre d'autres maladies qui accablent surtout les pays du Sud global

En effet, si les gouvernements avaient rompu avec la logique austéritaire de la Banque mondiale et du FMI, une augmentation radicale des dépenses de santé publique aurait eu également des effets bénéfiques très importants pour combattre d'autres maladies qui accablent surtout les pays du Sud global.

Selon le dernier Rapport sur le paludisme dans le monde, publié en décembre 2019, 228 millions de cas de paludisme ont été détectés en 2018 et on estime à 405 000 le nombre de décès dus à cette maladie. Par ailleurs, la tuberculose est l'une des 10 premières causes de mortalité dans le monde. En 2018, 10 millions de personnes ont contracté la tuberculose et 1,5 million en sont mortes (dont 251 000 porteurs du VIH). Ces maladies pourraient être combattues avec succès si les gouvernements y consacraient des ressources suffisantes.

D'autres mesures complémentaires pourraient permettre également de combattre la malnutrition et la faim qui détruisent la vie quotidienne d'un être humain sur 9 (soit plus de 800 millions d'habitant-e-s de la planète). Environ 2,5 millions d'enfants meurent chaque année, dans le monde, de sous-alimentation, directement ou de maladies liées à leur faible immunité due à la sous-alimentation.

De même, si des investissements étaient réalisés pour augmenter massivement l'approvisionnement en eau potable et l'évacuation/assainissement des eaux usées, une réduction radicale des décès par maladies diarrhéiques, qui s'élèvent à plus de 430 000 par an (source : OMS 2019), deviendrait possible.

Alors qu'il faudrait abolir les dettes illégitimes réclamées aux peuples, la Banque mondiale, le FMI et la majorité des gouvernants ne parlent que de report de paiement et proposent des nouvelles formules d'endettement. Le Covid-19 est utilisé pour renforcer un nouveau cycle d'endettement massif avec des conditions qui accentuent l'austérité et affectent le bien être des générations futures.

Suspension immédiate du paiement des dettes publiques combinée à un audit à participation citoyenne afin d'annuler la partie illégitime

La suspension immédiate du paiement des dettes publiques doit être combinée à un audit à participation citoyenne afin d'en identifier la partie illégitime et l'annuler.

Une chose doit être claire : si l'on recherche l'émancipation des peuples et la pleine satisfaction des droits humains, les nouvelles institutions financières et monétaires tant

régionales que mondiales doivent être au service d'un projet de société en rupture avec le capitalisme, le néolibéralisme, l'extractivisme et le productivisme.

Il faut contribuer autant que possible à ce qu'un nouveau puissant mouvement social et politique soit capable d'aider à la convergence des luttes sociales et de contribuer à l'élaboration d'un programme de rupture avec le capitalisme en mettant en avant des solutions anticapitalistes, antiracistes, écologistes, féministes, internationalistes et socialistes.

Il est fondamental d'agir pour la socialisation des banques avec expropriation des grands actionnaires, pour la suspension du paiement de la dette publique le temps de réaliser un audit à participation citoyenne en vue de répudier la partie illégitime de la dette, pour l'imposition d'un impôt de crise très élevé sur les plus riches, pour l'annulation des dettes réclamées de manière illégitime aux classes populaires (dettes étudiantes, dettes hypothécaires abusives, microcrédit abusif...), pour la fermeture des bourses de valeur qui sont des lieux de spéculation, pour la réduction radicale du temps de travail (avec maintien des salaires) afin de créer un grand nombre d'emplois socialement utiles, pour l'augmentation radicale des dépenses publiques de santé et d'éducation, pour la socialisation des entreprises pharmaceutiques et du secteur de l'énergie, pour la relocalisation d'un maximum de production et le développement des circuits courts et toute une série d'autres demandes essentielles.

Eric Toussaint

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Eric Toussaint](#), [CADTM](#), 2020

Articles Par : [Eric Toussaint](#)

A propos :

Eric Toussaint docteur en sciences politiques des universités de Liège et de Paris VIII, porte-parole du CADTM international et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est l'auteur des livres, *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, 2000, *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation*, Les liens qui libèrent, 2017 ; *Bancocratie*, ADEN, Bruxelles, 2014 ; *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris, 2012 ; *La dette ou la vie*, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique

octroyé par la Foire du livre politique de Liège. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015 par la présidente du Parlement grec. Cette commission a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca